



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 03/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Sucre Océane
Chaussée Hermann du Pasquier
76600 LE HAVRE

Références : 20231124_VI_Sucre Océane_Silo
Code AIOT : 0005802171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement Société Sucre Océane - Chaussée Hermann du Pasquier - 76600 LE HAVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Sucre Océane
- Chaussée Hermann du Pasquier – 76600 LE HAVRE
- Code AIOT dans GUN : 0005802171
- Régime : Autorisation non seveso
- Activité principale : Silo sucrier

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4-II	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	Sans objet
7	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
8	Nettoyage des locaux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2007, article 08/02/01	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs de mise en conformité demandés en respectant les délais qui lui sont indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Constats :</p> <p>Le suivi des formations du personnel du site est géré par la société Sogena (qui fait partie du même groupe que Sucre Océane : SHGT). Le suivi et la programmation des formations à venir se fait via un tableau informatique. Y figurent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation « risque ATEX » - la formation des EPI (équipiers de première intervention) - la formation « habilitation électrique » - la formation sécurité incendie. <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les attestations signées suite à la dernière formation sur les risques ATEX (suivie par 8 salariés). Celle-ci, dont l'objectif est de permettre de mieux appréhender le travail en zone ATEX, a été animée par Promat Formation le 24/06/2022. L'exploitant a indiqué que cette formation est renouvelée tous les 3 ans.</p> <p>Le site dispose d'un POI (Plan d'Opération Interne). Par mail du 28/11/2023, l'exploitant a transmis une version informatique mise à jour.</p>

L'exploitant a indiqué que le dernier exercice POI datait de 2016. Il s'est engagé à refaire un exercice (et à inviter le SDIS) en 2024.

Demande 1 : l'exploitant organisera un exercice POI en 2024. Il informera l'inspection dès que la date sera fixée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site, un plan de prévention est signé par les intervenants. Ce plan reprend notamment :

- les consignes générales de sécurité sur le site,
- une analyse des risques spécifiques aux travaux envisagés,
- un contrôle de l'état des cordes (pour les travaux en hauteur) en début et fin de poste.

Un permis de travail est également signé par Sucre Océane et le prestataire extérieur.

L'exploitant a indiqué qu'une réunion et une visite du site préalable sont organisées avant les travaux.

En fin de travaux, un état des lieux du chantier (suivant une chek-list transmise par l'exploitant) est réalisé.

Par ailleurs, l'exploitant fait un contrôle visuel hebdomadaire des installations du site. Sont notamment regardés :

- l'état de propreté des installations,
- les traces de nuisibles,
- l'état des éléments susceptibles d'être cassés (blocs de secours, éclairages, boîtiers électriques, ...),
- l'état visuel des bandes transporteuses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

[...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. [...] Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Constats :

L'exploitant a expliqué faire en sorte de réduire le plus possible les interventions par point chaud. Les derniers travaux ayant nécessité la délivrance d'un permis de feu date, selon l'exploitant, du 16 novembre 2023. L'exploitant a transmis à l'inspection une copie de ce permis de feu. Ce document, signé par Sucre Océane et le prestataire extérieur, indique les mesures de prévention à mettre en œuvre et l'emplacement des moyens d'extinction les plus proches. Il fait référence aux consignes de sécurité, aux mesures de prévention à mettre en place et à la visite préalable des lieux (vu au point de contrôle n°2).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A

Thème(s) : Actions nationales 2023, Installations de transfert de grains

Prescription contrôlée :

Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.

Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.[...]

Constats :

Par mail du 22/11/2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification de sécurité des sources potentielles d'inflammation actives en zones à risques d'explosions. Ce rapport fait suite à la vérification sur site de l'Apave du 1er au 14 février 2023. La synthèse du rapport liste 6 observations. Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir levé quatre de ces observations. Il reste :

- une observation à lever : « identification d'équipements à effectuer (se référer à la liste exhaustive du matériel ATEX » (comprises dans le rapport)) ;
- une observation qu'on retrouve dans le rapport de vérification de décembre 2021 (il est à noter que c'est la seule observation récurrente ; les 3 autres observations de décembre 2021 n'apparaissent plus dans le rapport de février 2023) : nettoyer les équipements, la grille de ventilation des moteurs et renforcer la périodicité de nettoyage ou la surveillance ponctuel ;
- une recommandation : « installer une liaison équipotentielle supplémentaire de tous les équipements.

Demande 2 : l'exploitant lèvera l'ensemble des observations du rapport de vérification du matériel à source d'inflammation en zone ATEX datant de février 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B

Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

[...]Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]

Constats :

Par mail du 22/11/2023, l'exploitant a transmis la fiche technique des bandes transporteuses. La fiche montre que la bande transporteuse décrite possède une résistance au feu qui suit la norme

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II

Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...]
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.

Constats :

Concernant la vérification des installations électriques, par mail du 22/11/2023, l'exploitant a transmis les certificats APSAD Q18 suite à la vérification de l'Apave entre le 5 et 8 décembre 2023. On peut faire les constats suivants :

Zones contrôlées	Le Q18 conclut à un risque d'incendie ou d'explosion	Non conformités (NC)	Réponse de l'exploitant en visite
Ensachage	Oui	Entrée de câble défectueux	NC levée en janvier 2023
Silos 1, 2, 3	Oui	Local TGBT : remplacer le disjoncteur dont le pouvoir de coupure est trop faible	L'exploitant ne comprend pas cette remarque et n'a pas souvenir que l'organisme de contrôle lui est indiqué le problème lors de visite. La question doit être revue avec le prestataire lors de la visite de décembre 2023
		Silo 1 : Armoire électrique à nettoyer	L'exploitant ne comprend pas : pas d'armoire à l'endroit indiqué. Point à revoir lors de la visite décembre 2023
		Silo 3 : Appareillage non-correctement protégé contre les surintensités	Point soldé en janvier 2023
Hangar 52 + bureaux	Non		
Silo 4 + poste de livraison+ poste de transformation + TGBT	Non		

Pour chacun des Q18, il est noté qu'une partie des installations n'a pu être contrôlée. L'exploitant a indiqué que ces éléments étaient contrôlables quand le site est à l'arrêt. Il s'est engagé à les faire contrôler au prochain arrêt du site (entre mars et mai 2024). D'autres points (contrôle des différentiels) peuvent être contrôlé un samedi matin (peu d'activité).

<u>Demande 3</u> : l'exploitant transmettra le rapport et le Q18 suite au contrôle des installations électriques de décembre 2023 (sous 1 mois)
<u>Demande 4</u> : l'exploitant fera réaliser une vérification complète des installations électriques du site au prochain arrêt (4 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations de protection contre la foudre, réalisés par l'Apave : <ul style="list-style-type: none"> - le 06/06/2023 : vérification visuelle : sans observation ; - 08/06/2022 : vérification complète : 2 non-conformités que l'exploitant indique avoir levées. Ces deux non-conformités peuvent être constatées visuellement (refixer un compteur foudre ; câble en mauvais état) et n'apparaissent plus dans le rapport 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2007, article 08/02/01
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des locaux
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...] Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.
Constats : Le jour de la visite, les installations étaient propres. L'inspection a constaté par sondage que les repères peints sur le sol pour évaluer le niveau d'empoussièrement des installations étaient visibles.
Type de suites proposées : Sans suite